

CHAPITRE V.

ANTÉCÉDENTS QUE TROUVAIT DANS LA POLITIQUE FRANÇAISE
UNE ROYAUTE ESPAGNOLE AU MEXIQUE.

Nous sommes d'autant plus à l'aise pour parler ainsi, que déjà, en ce siècle, la création de monarchies franco-espagnoles a été l'objet de notre politique nationale, la volonté ou plutôt la velléité de la France au Nouveau Monde.

Quand la Restauration vint, les colonies hispano-américaines étaient tout en feu et se détachaient de toutes parts ; de l'immense domination qu'au traité d'Utrecht Louis XIV avait laborieusement assurée à son petit-fils Philippe V, il n'allait bientôt pas rester plus que de cet autre royaume transatlantique laissé par le grand roi à son autre petit-fils Louis XV, sur un espace huit fois vaste comme la France, sur les incomparables bassins du Saint-Laurent et du Mississipi !

Le gouvernement de Louis XVIII se tint tout d'abord en dehors d'une querelle où il ne pouvait rien.

La sagesse comme l'intérêt lui commandaient cette réserve ; il n'avait pas, à son avènement, la prépondérance requise pour agir efficacement auprès des parties contendantes. La France se trouvait, en Amérique comme en Europe, telle que l'avait faite l'Empire : ici, vaincue et épuisée, là, presque oubliée ou inconnue ; ici, son nom ne figurait même plus sur la liste des grandes puissances, elle n'avait plus voix dans leurs conseils, ses arsenaux étaient vides, ses ports déserts, son sol entamé, militairement envahi, grevé de charges de guerre qui dépassaient un milliard ; là, son pavillon avait cessé de flotter sur des mers depuis longtemps ennemies ; on ne citait pas un seul de ses vaisseaux de ligne qui eût doublé le cap Horn, de loin en loin elle n'avait donné quelques signes de vie que par ses corsaires ; l'Angleterre régentait ces contrées livrées à l'anarchie, ses marchands payaient des droits de 15 pour 100, arbitrés d'après leurs propres factures, dans des pays où les nôtres étaient assujettis à des tarifs de 24 pour 100 d'après les estimations de la douane indigène. Ce qu'il fallait dans cette détresse, c'était relever préalablement la France : grâce à ses institutions tutélaires, la Restauration mena son œuvre à bien, elle nous procura avec le duc de Richelieu la libération du territoire et notre réintégration dans le concert européen, avec le baron Louis et M. Corvetto le

crédit et des finances, avec le maréchal Gouvion Saint-Cyr les cadres d'une armée, avec le baron Portal le noyau et les éléments d'une flotte. Ces premières nécessités de la vie d'un peuple satisfaites, elle travailla à rendre à la France cette possession morale du monde qui lui avait échappé. Une mission dans les parages de l'Amérique espagnole fut confiée, en 1820, au contre-amiral Jurien de la Gravière, père de l'honorable chef de notre escadre du Mexique ; ses instructions, rédigées par les ministres de la marine et des affaires étrangères, MM. Portal et Pasquier, lui prescrivaient d'observer la neutralité la plus sévère entre la métropole et les colonies, de recueillir tous les renseignements de nature à éclairer le gouvernement royal sur l'avenir d'un mouvement qu'on ne voulait encore ni favoriser ni désavouer, de ménager à notre commerce tous les avantages désirables. « Non contente, dit M. Jurien de la Gravière dans les pages où il a consigné *les Souvenirs d'un amiral* (1), non contente de ranimer notre industrie mourante, de rouvrir à notre navigation marchande tous les ports dont une influence hostile l'avait exclue, la Restauration ne se lassait point, avec un budget bien réduit, d'aller chercher jusqu'au delà des caps que notre pavillon

(1) 2 vol. Paris, Hachette.

ne savait plus doubler, des débouchés nouveaux pour les richesses nouvelles de notre sol, des marchés inexploités pour les produits de nos manufactures. »

Pendant ce temps-là, les appréciations mûrissaient au souffle des événements : à travers l'épaisse mêlée où se consommait la scission de la métropole et des colonies, on apercevait plus distinctement le terme auquel il serait utile de tendre ; l'idée de monarchies séparées se présentait à quelques esprits, on murmurait des noms propres pour les couronnes futures, on passait même, par une suite naturelle, des Bourbons d'Espagne aux Bourbons de France ; dès 1818, tandis que la pensée de plusieurs autres diplomates se portait sur le prince de Lucques, aïeul de la Maison actuelle de Parme, et sur l'infant dom François de Paule, M. le marquis d'Osmont, ambassadeur de Louis XVIII à Londres, proposait de constituer à Buenos-Ayres, dans les provinces Argentines déjà émancipées, sur les rives opulentes du Parana, une royauté pour le duc d'Orléans.

Quatre ou cinq années s'écoulèrent encore, années de réparation pour la France, de déchirement continu entre l'Espagne et l'Amérique, jusqu'à ce que M. de Chateaubriand arriva au pouvoir.

L'image de nations nouvelles qui s'élèveraient au delà des mers sous l'autorité des Bourbons, avait

séduit de bonne heure le grand écrivain : il avait jugé vite que c'était fait des prétentions de l'Espagne sur ses colonies ; que son empire était irrémisiblement perdu ; que leur indépendance était irrévocablement acquise ; qu'il ne restait plus qu'à la reconnaître, et, en la reconnaissant, qu'à la régler. Dans cette conviction, un dessein s'était formé en lui, dessein où les vues du politique concordaient avec les visions du poète : persuadé que la royauté constitutionnelle était préférable à la république pour le tempérament des races latines, peut-être ébloui au spectacle que son imagination se donnait à elle-même de ces fils de la plus vieille famille française s'en allant régner sur des sociétés nées d'hier, entre les forêts vierges et le désert, comme leurs aînés avaient été autrefois régner en Hongrie, en Pologne, dans la Grèce du moyen âge, en Italie, en Espagne, M. de Chateaubriand avait salué d'avance dans ces monarchies bourbonniennes le moyen de rattacher à l'Europe l'Amérique où s'énonçaient déjà les maximes de Monroe, d'affermir par leur extension les principes conservateurs, d'arrêter la contagion des aspirations démocratiques qui refluait prématurément, avec leur séve puissante et leur écume folle, sur notre continent (1).

(1) Voir le *Congrès de Vérone*, la *Polémique* et les dernières pages du *Voyage en Amérique*, de M. de Chateaubriand.

M. de Chateaubriand fut nommé, dans les premiers mois de 1822, ambassadeur à Londres ; il avait à peine pris place sur ce retentissant théâtre qu'il mandait, le 28 mai, à M. de Montmorency, ministre des affaires étrangères : « Le Pérou vient d'adopter une constitution monarchique. La politique européenne devrait mettre tous ses soins à obtenir un pareil résultat pour les colonies qui se déclarent indépendantes. Les États-Unis craignent singulièrement l'établissement d'un empire au Mexique (1). »

Seulement, dans l'esprit de M. de Chateaubriand, l'exécution de son projet se liait à tout un système, elle devait être une œuvre de négociation et de transaction. C'eût été imprudence à la France d'affronter les hasards d'une campagne lointaine pour une cause où elle n'avait que des intérêts de seconde main (2) ; la voie la plus simple et la plus sûre était la réunion d'un congrès européen où seraient en-

(1) Cette dépêche est reproduite dans les *Mémoires d'outre-tombe*, tome VII.

(2) Cette pensée revient sans cesse dans la correspondance diplomatique de M. de Chateaubriand : « Le continent, écrivait-il le 29 novembre 1823 à M. de Talaru, ambassadeur de France en Espagne, parle fort à son aise des *quelques vaisseaux* et du *peu de soldats* qu'il faudrait pour réduire le Pérou et le Mexique : et qui les fournirait, ces vaisseaux et ces soldats ? Nous, sans doute... Jouons serré et ne soyons la dupe de personne. »

tendues toutes les parties, d'un côté les représentants de la métropole, que les trois cours du Nord, dans la ferveur de la Sainte-Alliance, encourageaient à une inflexible résistance, d'un autre côté les délégués des colonies elles-mêmes que l'Angleterre poussait aux résolutions extrêmes : intervenant alors parmi ces passions contraires, la France aurait chance d'amener tous les suffrages à son plan de pacification américaine. Mais, pour que dans un congrès la France eût pareille influence, il fallait au préalable qu'elle eût attesté sa force; on n'écoute généralement que ceux qu'on redoute, et d'ordinaire la considération se mesure à la peur : or, jusqu'à l'époque dont nous parlons, avec une armée sur la fidélité de laquelle planait un soupçon, avec une armée encore accablée sous le poids des Cent-Jours et toute tirillée par des conspirations intérieures, la Restauration paraissait vacillante. Faire en conséquence une guerre qui dissiperait cette incertitude, qui aurait le double avantage d'achever la résurrection militaire et la résurrection diplomatique de la France, de relever du même coup la royauté au dedans, le royaume au dehors, telle était, aux yeux de M. de Chateaubriand, l'opération préliminaire à accomplir. Il avait cru un instant que l'Italie pourrait fournir à la Restauration un champ de bataille ou de manœuvres convenable; il le trouva enfin en Espagne où, par une

transition logique, Ferdinand VII était passé du joug de sa *camarilla* sous celui des clubs : un Bourbon captif, qu'on avilissait aujourd'hui et qu'on déposerait demain, une grande monarchie menacée dans la personne d'un chétif monarque, Madrid au pouvoir de la soldatesque et de la populace, une liberté naissante qui allait elle-même se tuer sans retour dans le crime, peut-être dans le régicide (1), un foyer révolutionnaire établi à nos portes, et l'Angleterre dominant au centre de cette confusion, il y avait certes bien assez de motifs pour une expédition qui, devant la raison d'État, était moins une nécessité à subir qu'une occasion à saisir !

Ces dispositions accompagnèrent M. de Chateaubriand au congrès de Vérone : préparer les gouvernements européens à la solution des affaires d'Amérique qu'il avait conçue, et, en attendant, presser le plus possible la guerre d'Espagne. Dans une note verbale en réponse à un memorandum du duc de Wellington, qui avait représenté la reconnaissance pure et simple de l'indépendance des colonies espagnoles comme sollicitée par le commerce britannique,

(1) M. Villemain dit excellemment dans *la Tribune moderne*, 1^{re} partie, chap. XIII, en parlant de la guerre d'Espagne : « Elle fut salutaire et préservatrice pour tout le monde, en arrêtant les derniers excès où allait s'emporter la révolution espagnole, sans détruire pourtant le principe de cette révolution que nous voyons vivante aujourd'hui. »

il indiquait qu'une mesure générale, prise en commun par les divers cabinets de l'Europe, pourrait ménager à la fois les intérêts de l'Espagne, ceux de ses colonies et ceux des nations européennes, concilier les droits de la légitimité et les nécessités de la politique; en même temps, à quelques jours de là, il écrivait le 31 octobre 1822 à M. de Villèle, encore hésitant à commencer la guerre, plus frappé de la première et passagère alerte causée par la crise qu'attentif à la féconde et durable transformation qui serait le prix d'une audace heureuse : « C'est à vous, mon cher ami, à voir si vous ne devez pas saisir une occasion, peut-être unique, de replacer la France au rang des puissances militaires, de réhabiliter la cocarde blanche dans une guerre courte, presque sans danger, vers laquelle l'opinion des royalistes et de l'armée vous pousse aujourd'hui fortement (1). »

La guerre d'Espagne eut lieu; au point de vue po-

(1) Ces pièces sont publiées dans *le Congrès de Vérone*, de M. de Chateaubriand. Voici notamment ce que, dans une lettre du 5 décembre 1822, M. de Villèle pensait de la guerre d'Espagne : « La position est changée par l'expérience faite sur nos fonds, notre commerce maritime, notre industrie, par l'expérience de l'effet désastreux qu'aura sur eux une guerre qui, je dois vous le dire, en opposition avec les déclamations soldées de quelques journaux, est repoussée par l'opinion la plus saine et la plus générale, tandis qu'elle est désirée, et vivement désirée, nous en sommes sûrs, par les meneurs libéraux, qui ont l'habileté cette fois de laisser crier par leurs subalternes qu'ils ne la veulent pas... Dieu veuille pour mon pays et pour l'Europe qu'on

litique, le seul qui ait à nous occuper ici, elle réussit pleinement, elle dépassa, suivant la remarque récente de l'un de ses adversaires les plus constants et les plus dignes (1), les espérances de ses fauteurs : la fidélité de l'armée éclata dans une campagne facile, quoique non sans gloire; par une juste harmonie, la Restauration était redevenue plus forte devant la France, la France devant l'Europe. Les témoignages abondent; citons l'hommage si désintéressé que l'honnête et éloquent comte de Serre, ambassadeur de Louis XVIII à Naples, adressait au ministre qui; naguère dans l'opposition, l'avait combattu lui-même avec une verve implacable : « Vous avez le premier, écrivait-il à M. de Chateaubriand, rendu à la France cette vie, cette action extérieure nécessaire à un grand peuple, et qui semblait suspendue depuis la Restauration. Dans cette carrière, les grandes affaires s'appellent l'une l'autre (1). » Citons encore cette touchante et patriotique effusion de M. de la Ferronnays, écrivant de Saint-Petersbourg, où il représen-

ne persiste pas dans une détermination que je déclare à l'avance, avec une entière conviction, compromettre le salut de la France elle-même! »

(1) *Mémoires de M. Guizot*, t. I, ch. VI, p. 258.

(2) Lettre du 9 août 1823. — M. de Serre ajoutait ces autres réflexions que nous prenons plaisir à transcrire : « Cette jalousie de la France, que déjà vous voyez poindre, grandira malgré votre prudence et votre générosité. Il y a de l'habitude autant que de la raison. On

tait noblement la France : « Je n'ai point d'expression pour rendre ce que j'éprouve. Il faut avoir connu les chagrins que j'ai essuyés depuis que je suis ici, pour comprendre le sentiment que me fait éprouver l'exaltation avec laquelle j'entends parler aujourd'hui des Français, de la France et de ceux qui la gouvernent. »

La guerre d'Espagne conduite à bonne fin, il importait de passer sans retard à ses conséquences, d'aborder ces autres affaires, comme celle des colonies hispano-américaines, dont elle avait dû être le prélude ; pour conserver et accroître sa force, disait à ce sujet même M. de Serre, il faut en user. M. de Chateaubriand, plus explicite, écrivait le 1^{er} novembre 1823 à M. de la Ferronnays : « Nous avons une armée excellente et fidèle qui pourrait être quadruplée demain, si nous en avons besoin. Notre commerce intérieur est dans l'état le plus florissant. Jamais nation, après tant de malheurs, n'eut de plus belles espérances et ne fut remplacée plus vite à son

crain ce nom même de la France, qui, depuis des siècles, a si souvent rempli le monde; on craint, plus encore que la contagion de l'anarchie, l'effet lent mais irrésistible de nos institutions, le mouvement et la force qu'elles nous impriment. » Et plus loin : « Il ne faut point faire halte non plus dans le développement de nos institutions politiques; en conservant ce qui est propre à la France et à une monarchie continentale, elles doivent marcher vers cette perfection que vous admirez, à si juste titre, en Angleterre. »

rang. Je voudrais vivre assez pour voir l'empereur Alexandre accomplir avec nous quatre grandes choses : la réunion de l'Église grecque et de l'Église latine, l'affranchissement de la Grèce, la création de monarchies bourbonniennes dans le Nouveau Monde, et le juste accroissement de nos frontières. » Beaux songes de poète ! s'écrieront quelques personnes ; mais songes dont l'accomplissement intégral aurait peut-être coûté moins d'efforts, d'iniquités et de deuil que tant de réalités frivoles ou sinistres qui ne réussissent pas même à durer !

Ce n'était pas une tâche facile que d'avoir à décider tous les intéressés dans les grands débats de l'Espagne et de l'Amérique à accepter le principe même d'un congrès.

Le roi d'Espagne était le premier à regimber ; il s'était replongé aux mains de sa domesticité, dont la sottise incurable et cruelle recommençait à le perdre. Les calamités trop méritées, d'où l'avait tiré la France, ne lui avaient rien fait : buté à son droit, tout figé dans l'infatuation de lui-même, caressé dans ses chimères rétrogrades par les cours absolutistes, il n'entendait aucun conseil, il ne comprenait aucune leçon ; lui qui, la veille, enfermé à Cadix, n'avait pas rougi de mettre sa signature au bas du décret des Cortès sanctionnant l'érection de Buénos-Ayres en république, il récusait à présent, comme

une offense à sa dignité, l'arbitrage de l'Europe entre la métropole et les colonies⁽¹⁾ ! Il n'y aurait eu qu'à désespérer, si l'armée française n'avait été à Madrid, tenant Ferdinand VII par l'intérêt et par la peur, ressorts de cette volonté capricieuse et inerte.

Contraste étrange en apparence ! moins de tergiversations et d'objections étaient à craindre des insurgés. Sous leur violent et légitime amour de l'indépendance, presque tous avaient gardé le goût de la monarchie. Nous l'avons bien vu au Mexique, par l'histoire d'Iturbide. Le héros de la Colombie, le personnage le plus attrayant qu'aient suscité ces stériles remuements d'hommes de l'Amérique espagnole, Bolivar, ne se dissimulait pas davantage l'in-

(1) Dans sa correspondance particulière avec M. de Villèle durant la guerre d'Espagne, M. le duc d'Angoulême raconte qu'à Cadix même, avant de laisser Ferdinand VII rentrer à Madrid où l'attendaient les plus tristes intrigues, il demanda vivement au roi qu'il avait sauvé d'accorder un gouvernement convenable à ses peuples, et en même temps d'envoyer un infant comme roi au Mexique. Ferdinand répondit par sa formule habituelle *qu'il verrait* ; puis montrant au prince français *quatre pelés et quatre tondus* qui criaient sous ses fenêtres : « Vive le roi absolu ! » il ajouta, songeant sans doute à ses sujets des deux mondes : « Vous voyez bien qu'ils veulent un roi absolu. » Le duc d'Angoulême revint en France, après avoir donné au monarque les conseils et les leçons les plus sévères.

C'est M. le comte de Neuville qui a bien voulu mettre sous nos yeux cette précieuse correspondance ; nous faisons des vœux pour que le noble dépositaire se décide à livrer à la publicité et à l'histoire des documents aussi honorables pour le prince que pour le ministre, pour la Restauration que pour la France.

suffisance de ses compatriotes pour supporter le régime républicain ; il désirait la fondation d'un empire que par choix il eût déferé à un Bourbon de France⁽¹⁾. Même à Buenos-Ayres, parmi des populations industrieuses et commerçantes où la démocratie rencontrait un terrain mieux préparé, la révolution n'avait pas présenté un autre aspect : quelque temps, de 1810 à 1815, les chefs de la guerre nationale, Rivadavia à leur tête, avaient conçu une idée singulière, ils s'étaient flattés d'obtenir de Napoléon I^{er} la restitution de leur vieux monarque Charles IV, qui se serait trouvé encore, avec un grand royaume formé de la Plata, du Chili et du haut Pérou, un riche et puissant seigneur⁽²⁾ ; depuis, leur candidat royal avait changé, non leurs intentions monarchiques, à tel point qu'en 1819 un vœu public fut exprimé par les autorités des provinces Argentines en faveur du duc d'Orléans. Sans doute, il commençait à être tard pour renouer des combinaisons de ce genre ; les colonies de l'Espagne, successivement éconduites dans leurs demandes les plus modérées, s'étaient réfugiées les unes après les autres dans la république. Rien

(1) *Les Républiques de l'Amérique du Sud*, par M. A. de Botmilieu, ancien consul de France au Pérou. *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} avril 1850.

(2) *Considérations historiques et politiques sur les républiques de la Plata*, par M. le comte de Brossard, consul de France à Buenos-Ayres.

pourtant ne paraissait irréparable : avec la république était venu à ces colonies, en particulier au Mexique, le double fléau des divisions intestines et des intrigues extérieures ; ne fussent-elles pas déjà lasses et corrigées d'un essai ruineux, elles se seraient vraisemblablement rendues à une pression collective de l'Europe, faisant de leur conversion en monarchie la condition d'une reconnaissance sans laquelle leur indépendance elle-même flotterait précaire et mal assurée.

Ce qui était plus grave, c'étaient les dispositions de l'Angleterre, son mauvais vouloir, ses mauvaises influences, le patronage qu'elle accordait aux factions les plus turbulentes et aux ambitions les plus insensées.

La chute de l'Espagne en Amérique avait été pour le commerce britannique une bonne affaire ; il s'était jeté sur ces inépuisables contrées, si longtemps fermées par la prévoyance étroite du Conseil des Indes : en peu d'années, il les avait couvertes de produits manufacturés, d'agents de toute nature, de compagnies affectées à toutes les destinations possibles, à l'exploitation des mines, à l'extraction des perles, au défrichement des forêts, au creusement des canaux, au percement des isthmes. Les emprunts que les colonies émancipées firent aux capitalistes de la Cité, de Liverpool, de Manchester, atteignirent le

chiffre de 20,978,000 livres sterling, somme énorme sur le paiement de laquelle les prêteurs avaient opéré force prélèvements et retenues, mais pour laquelle en réalité ils s'étaient donné hypothèque sur le Nouveau-Monde. L'Angleterre renoncerait-elle à cette anarchie lucrative que perpétuerait infailliblement la république ? laisserait-elle se former des États policés et réglés qui pourraient, d'après le mot de Montesquieu, ne plus posséder inutilement la terre ? Elle était en butte à l'une de ces tentations comme elle en a souvent éprouvé dans son histoire, et qui, trop souvent aussi, ont fait fléchir ses grands intérêts devant ses petits profits, ses devoirs éternels devant ses passions éphémères.

A cela il convient d'ajouter que, depuis Waterloo, le gouvernement du peuple qui avait vaincu en cette journée solennelle, traversait une crise profonde, sa politique au dehors errait toute désorientée : il avait, vingt-cinq années durant, placé son honneur et trouvé son gain à se dresser par-dessus toutes les violences révolutionnaires comme un pouvoir conservateur et libérateur, comme le représentant armé de l'ordre universel ; et tout à coup, dans le sein même du triomphe, cette mission dont il avait fait son rôle parfois outré, lui était tombée des mains, la Restauration l'avait restituée à la France ! Le gouvernement anglais se cherchait de nouveaux clients

et de nouveaux alliés; il allait, indécis dans sa marche, n'ayant pas entièrement rompu avec le système que le génie impérial de Pitt avait légué à l'inexorable ténacité de lord Castlereagh, et déjà entraîné par M. Canning à fomenter l'usurpation en haut, l'insurrection en bas, la révolution partout. C'est ainsi qu'après avoir si courageusement relevé en Espagne la dynastie de Philippe V, il protégeait les démagogues qui la renversaient; c'est ainsi encore que le même Parlement qui avait, en 1810, rendu des bills pour défendre aux sujets des Trois-Royaumes de fournir des munitions de guerre aux colonies espagnoles, ouvrait maintenant aux vaisseaux de ces colonies les ports du Royaume-Uni!

Enfin, si quelque chose avait manqué aux défiances que devait causer à l'Angleterre un plan de monarchies bourbonniennes en Amérique, l'expédition d'Espagne, cette reprise hardie du Pacte de famille (1), cette rentrée triomphale de la France dans la récente arène du duc de Wellington, eût été là pour combler la mesure: « Vous avez uni contre la France, écrivait M. Canning à M. de Chateaubriand, les opinions de l'Angleterre comme celles d'un seul homme. Vous avez excité contre le présent souverain de ce royaume les sentiments

1) On sait qu'en 1814 lord Castlereagh avait voulu imposer à l'Espagne l'engagement de ne jamais renouer le Pacte de famille.

dirigés contre le maître de la France et de l'Espagne en 1808; bien plus, l'assentiment, je suis forcé de le dire, est plus parfait aujourd'hui qu'il ne l'était alors; car alors les Jacobins avaient de la répugnance à blâmer leur idole; maintenant, eux, et whigs et tories, d'un bout du pays à l'autre, sont tous du même avis (1). » L'Amérique pouvait même offrir au premier ministre, blessé dans sa vanité comme son pays l'était dans sa fierté, une compensation à l'échec qu'ils avaient essuyé en Europe; au mois d'octobre 1823, peu de jours après la reddition de Cadix au duc d'Angoulême, M. Canning annonçait à l'ambassadeur de France, M. de Polignac, que, par un acte prochain, l'Angleterre reconnaîtrait purement et simplement les nouvelles républiques.

Et cependant, malgré tant d'obstacles accumulés, l'écueil contre lequel se brisèrent les monarchies bourbonniennes ne fut ni à Madrid, ni à Mexico, ni même à Londres; il fut à Paris, au centre du gouvernement.

Sur l'affaire des colonies espagnoles, comme en d'autres matières, les deux personnages éminents qui se trouvaient alors assis aux conseils de la Restauration, étaient entrés en lutte avec toutes leurs diver-

(1) Lettre du 7 février 1823, publiée dans *le Congrès de Vérone*, chap. LVII.